

Les mondes du travail au prisme de l'histoire sociale

The worlds of work through the prism of social history

Entretien avec Michel Dreyfus, directeur de recherche au CNRS et au Centre d'histoire sociale du 20^e siècle (université Paris I Panthéon-Sorbonne), réalisé par David Hamelin.

Michel Dreyfus

David Hamelin

Chercheur indépendant

Depuis la fin des années 1970, Michel Dreyfus demeure une figure connue et reconnue de l'histoire sociale, en particulier du monde du travail et des organismes structurant cette dimension sociale.

Passeur d'histoire, celui qui fut bibliothécaire conservateur à la BDIC, puis directeur de recherche au CNRS, a ouvert de nombreux chantiers historiographiques, qu'il s'agisse de l'histoire de la mutualité, de la coopération et plus largement de l'économie sociale, mais aussi des aspects moins connus du syndicalisme, notamment sa dimension réformiste. Fin connaisseur du communisme, Michel Dreyfus s'insère également dans les débats

intellectuels du moment (à l'occasion de la publication du controversé *Livre noir du Communisme*, via la publication en retour du *Siècle des communismes*, ou en interpellant sa famille politique avec une étude des plus marquantes sur l'antisémitisme dans les courants constitutifs de la gauche. Dans une démarche critique, Michel Dreyfus est revenu récemment sur la figure souvent idolâtrée d'Hannah Arendt, dont l'œuvre demeure très discutable d'un point de vue historique. Cette diversité d'approches s'est traduite par la rédaction de 300 articles, et des dizaines d'ouvrages, coordination de dossier de revues ou d'ouvrages. À l'occasion de cet entretien, la *Revue d'histoire sociale* est d'ailleurs heureuse de donner l'accès à la bibliographie exhaustive de ce chercheur des plus prolixes. Retour sur un parcours des plus singuliers et des plus riches, mêlant un itinéraire individuel original et une exigence continue de développer une histoire sociale du monde du travail aujourd'hui en perte de vitesse, ouverte et accessible au public le plus large.

Peux-tu évoquer ton cheminement personnel ?

Je vais en parler, bien que ce soit un exercice auquel je ne me prête guère. Je crois cependant qu'il faut en dire quelques mots. Je me suis intéressé très jeune à l'histoire. Ma famille est apparentée à celle du capitaine Dreyfus, et dès l'âge de 10-11 ans, j'ai été plongé dans l'histoire de l'« affaire » ; je la connais très bien. Mes parents étaient de gauche, laïcs et opposés à la guerre en Algérie, à une époque où l'anticolonialisme était très minoritaire dans la société française. Tout ceci m'a profondément marqué. À mon arrivée à la Sorbonne, j'ai milité à l'extrême gauche, à la Jeunesse communiste révolutionnaire. J'en suis fort éloigné aujourd'hui, mais j'assume entièrement mon passé.

Qu'entends-tu quand tu évoques « ce passé que tu assumes » ?

Ma formation a contribué à mon engagement. Dans les années 1960, j'ai été fasciné par la figure de Léon Trotsky après avoir lu la grande biographie que lui a consacré Isaac Deutscher. Ce dernier souligne notamment, et je suis bien d'accord avec lui, la lucidité exceptionnelle de Trotsky sur le nazisme. Ses textes sur cette question me semblent toujours aussi remarquables et

je regrette qu'ils soient restés sans effet. Trotsky a été un des rares à avoir compris la catastrophe que serait le nazisme, en particulier pour les juifs.

Je n'ai pas préparé l'agrégation d'histoire en raison de mon engagement militant. On milite ou on prépare ce concours, mais on ne fait pas les deux ; arrêter de militer était alors inconcevable. Puis, ayant réussi en 1969 le concours de l'École nationale de bibliothécaire (l'actuelle ENSSIB), je suis devenu bibliothécaire conservateur à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), l'actuelle *Contemporaine*. J'y ai travaillé dix ans et j'ai énormément appris.

Quelles dynamiques as-tu mises en œuvre à la BDIC ?

J'ai compris très vite le caractère exceptionnel de cet établissement, auquel je tiens à rendre hommage. J'ai notamment récupéré, grâce à mes contacts, de nombreuses archives de militants et d'organisations d'extrême gauche, notamment celles de la IV^e Internationale, ainsi que les archives *Spartacus*, du militant socialiste d'extrême gauche René Lefevre (1902-1988). J'ai pu les faire entrer à la BDIC sans aucune difficulté car elle avait une longue expérience de ce genre de documents marginaux et parfois clandestins. Conservatrices et conservateurs de la BDIC savaient parfaitement que ces documents étaient ignorés par le dépôt légal de la Bibliothèque nationale : ils devaient donc être recueillis par la BDIC. Toute latitude m'a été laissée en la matière avec une grande largeur d'esprit. J'ai complété ma formation en écrivant, à partir des archives *Spartacus*, une thèse sur le socialisme de gauche en Europe, soutenue en 1978. J'avais arrêté de militer depuis quatre ans tout en restant très proche idéologiquement de l'extrême gauche, mais je me consacrais désormais à son histoire. J'ai été un des animateurs de la maison d'édition Études et documentation internationales (EDI) qui, sous la direction de Jean Risacher, publia dans la décennie 1970 de nombreux auteurs d'extrême gauche. En 1977, j'ai présenté la correspondance échangée entre Victor Serge et Léon Trotsky de 1936 à 1939. En 1978, j'ai été, avec l'historien Pierre Broué, un des fondateurs de l'Institut Léon Trotsky, qui se fixait pour objectif la publication de l'intégralité des écrits du grand

révolutionnaire entre 1933 et 1940, et de mener des recherches sur le mouvement trotskyste. Dans le cadre de cet Institut, je suis parti travailler deux mois en 1980 sur les archives que Léon Trotsky avait confiées à la bibliothèque de Harvard à Boston (USA) et qui venaient d'être ouvertes aux chercheurs. J'ai quitté l'Institut Léon Trotsky quelques mois plus tard.

La victoire de la Gauche en 1981 a ouvert une nouvelle période. J'appartenais depuis plusieurs années à un petit groupe de bibliothécaires spécialisés en histoire ouvrière et sociale. Ce groupe était organisé autour de Colette Chambelland, bibliothécaire au Musée social. Fille du syndicaliste Maurice Chambelland, elle avait une très grande connaissance du mouvement syndical, dont elle recueillait les archives de certains de ses militants grâce à ses contacts ; je lui dois beaucoup. Notre groupe réfléchissait aux moyens de conserver les archives ouvrières. Les nombreuses divisions du mouvement ouvrier avaient entraîné la dispersion de ses archives ; c'est pourquoi il n'était pas possible de les regrouper dans un seul centre. Notre petit groupe a pu convaincre Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la Recherche, que ce n'était pas la solution. J'ai alors proposé d'établir une cartographie des centres d'archives et bibliothèques ouvrières existant en France, ce qui était infiniment moins onéreux que la création *ex nihilo* d'un grand centre, qui aurait eu les plus grandes difficultés à remplir sa mission. Ce projet a été accepté. Pour le mener à bien, j'ai été affecté en 1982 dans une unité du CNRS créée la même année, le GRECO 55 Travail et travailleurs, elle-même rattachée au Centre d'histoire du syndicalisme (CHS) dirigé par Antoine Prost.

Y a-t-il une évidence à collecter des archives ouvrières ?

Le GRECO 55 était dirigé par Madeleine Rebérioux, grande historienne du socialisme. En 1983, elle organisa un colloque sur l'histoire de la mutualité pour commémorer le premier Congrès des sociétés de secours mutuels, qui s'était tenu à Lyon un siècle plus tôt ; il y avait là une ouverture à un terrain de recherche alors très négligé. Dans le cadre de la préparation de ce colloque, Madeleine Rebérioux me demanda d'intervenir sur les archives de la

mutualité. Je ne connaissais rien à ce mouvement et je n'étais pas le seul : il n'intéressait alors vraiment pas grand monde. Je m'étais jusqu'alors essentiellement consacré à l'histoire du communisme, à celle de ses oppositions de gauche, puis peu à peu à celle du socialisme que l'on commençait à étudier. J'ai fait ce que j'ai pu pour présenter les archives de la mutualité, et cette expérience m'a fait découvrir ce mouvement. Dès lors, je n'ai cessé de travailler sur son histoire, en élargissant peu à peu mes recherches au mouvement coopératif, puis à l'économie sociale, aujourd'hui économie sociale et solidaire (ESS). Mais en dépit de leur importance, ces mouvements étaient alors à peu près complètement ignorés par les chercheurs. L'histoire sociale doit pourtant prendre en compte celle des associations, des mouvements coopératifs et mutualistes, au même titre que celle du communisme, du socialisme et du syndicalisme.

La collecte rationnelle des archives ouvrières et sociales était difficile pour deux raisons. Tout d'abord, je l'ai déjà dit, la recherche privilégiait le communisme, le syndicalisme révolutionnaire, l'extrême gauche ; en revanche, l'histoire du réformisme – à commencer par celle de la SFIO et bien davantage celle de la coopération et de la mutualité – était à peu près inexistante, en dépit de quelques travaux. Ensuite, les professionnels de la documentation – archivistes et bibliothécaires – ignoraient les archives ouvrières. Entre le milieu des archivistes et celui des militants, le fossé était immense. Jean Cavignac fut le premier archiviste professionnel à vouloir le combler en 1977¹. Toutefois, jusqu'à l'arrivée de la gauche au pouvoir quatre ans plus tard, les archives ouvrières restèrent largement négligées et il fallut attendre la fin des années 1980 pour que leur collecte commence chez les archivistes professionnels, avec notamment le Centre des archives du monde du travail de Roubaix, inauguré en 1993.

Pour réaliser mon enquête sur les archives ouvrières, j'ai bénéficié du soutien du directeur général des Archives de France, Jean Favier. Il a demandé aux directeurs des Archives départementales de me fournir la liste des

1. Jean Cavignac, « Des archives à sauver : les archives contemporaines du mouvement ouvrier », *Gazette des Archives*, n° 98, 3^e trimestre 1977.

documents conservées par leurs services. J'ai pu ainsi effectuer un véritable tour de France – par courrier ou par la rencontre personnelle des directeurs d'archives – qui m'a permis de rassembler ces informations, notamment émanant de la police, sur les partis ouvriers et les syndicats. Il ne s'agissait nullement de regrouper les documents, mais de les repérer et d'en faire une présentation synthétique, à une époque où l'outil informatique n'existait pas. Cette collecte a été réalisée auprès des Archives nationales, de toutes les archives départementales et d'un grand nombre d'archives municipales. Je me suis également adressé à quelques centres d'archives militants, tel que celui de la CFDT créé en 1978 ou l'Institut d'histoire sociale (IHS) mis sur pied par la CGT quatre ans plus tard. Mon premier guide, recensant les centres parisiens, parut en 1983 ; le second, ceux de la France entière, en 1987. Dans ces publications d'une lecture austère mais utile, du moins je l'espère, je présentais l'ensemble des archives ouvrières et sociales que j'avais repérées dans l'Hexagone ainsi que dans les DOM-TOM. En conclusion, je m'efforçais de définir ce qu'était l'histoire sociale. La tâche était difficile, notamment parce que cette histoire était en train de s'élargir aux terrains du réformisme, du travail, de la protection sociale, des entreprises, et même, avec lenteur, à ceux de la coopération et de la mutualité.

Penses-tu que les archives ouvrières aient pleinement droit de cité aujourd'hui ?

J'étais bien conscient du fait que mon travail n'était qu'un point de départ : on continuait en effet et on continue encore à trouver des archives. Elles étaient très éparpillées. Un centre d'archives unique pour toute la France n'étant pas envisageable, la seule solution était et reste encore une étroite collaboration entre les différents centres ; ce constat relève du simple bon sens. Un projet d'informatisation de mon *Guide des sources* a été envisagé par la suite, mais il n'a pas abouti. On le sait, l'informatique est devenue aujourd'hui un outil indispensable aux archivistes et aux bibliothécaires. Mon travail a été poursuivi et approfondi à partir de 2001 par le Collectif

des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale (CODHOS)², dont les vingt ans ont été célébrés en 2022. Enfin, j'ai également été aidé par les liens que j'entretenais depuis 1976 avec l'International Association of Labour History Institutions (IALHI)³ : cette organisation avait des objectifs similaires aux miens à l'échelle européenne. Elle organisait son congrès annuel – et le fait toujours –, ce qui permettait des rencontres, des débats, et créait une dynamique qui encourageait à aller encore plus loin.

Et pourtant, on constate que les travaux portant sur ces questions sont rares.

Cela s'explique très facilement. Partons d'une évidence : il n'y a pas de recherche sans archives. Ensuite, l'histoire sociale amène à s'intéresser aux milieux – les militants, les organisations – qui ont produit ces archives. L'historien doit entretenir des rapports avec ces milieux tout en conservant son esprit critique. Il lui faut saisir la mentalité de ces militants et de ces organisations tout en conservant une certaine distance critique à leur égard. Sur un autre plan, mon expérience à la BDIC m'a permis de constater le fossé existant alors entre les conservateurs et les chercheurs. Pour résumer de façon un peu schématique, les chercheurs exerçaient des métiers nobles et valorisants, alors que les conservateurs étaient considérés comme des tâcherons besogneux. Certains archivistes, conservatrices et conservateurs ont pourtant mené à bien des recherches remarquables. Inversement, un certain nombre d'historiennes et d'historiens ont pris des initiatives très intéressantes en matière d'archives ; d'autres, en revanche, ne considèrent les archives que sous l'angle de ce qu'elles peuvent leur apporter. Mais une telle vision est réductrice : les archives sont un sujet passionnant et complexe, car elles relèvent des rapports humains. Cette dimension est mieux prise en compte aujourd'hui par la recherche, mais le combat pour les archives ouvrières reste toujours à mener.

2. Le Codhos, <<https://codhos.org/>>.

3. The International Association of Labour History Institutions (IALHI), <<https://ialhi.org/>>.

Tu as aussi écrit sur l'histoire de l'émigration italienne. Pourquoi t'es-tu intéressé à ce sujet ?

En 1983, j'ai été un des créateurs du Centre d'étude et de documentation sur l'émigration italienne (CEDEI), dirigé par Pierre Milza. J'y ai travaillé avec Antonio Bechelloni, Alberto Cabella, Robert Paris, le directeur de la Maison d'Italie Aldo Vitale. Marie-Claude Blanc-Chaleard et Éric Vial vinrent bientôt nous rejoindre. J'ai été associé au CEDEI parce que j'avais été également responsable de la section italienne à la BDIC. Le CEDEI se fixait deux objectifs : la recherche de la documentation sur l'émigration italienne en France et son étude. Il a publié une revue, *La Trace*, et organisé plusieurs colloques, d'abord sur des émigrés politiques, tels que Piero Gobetti et Silvio Trentin. Travaillant sur l'émigration italienne en France des années 1920 à la décennie 1960, nous nous sommes bientôt rendu compte que la recherche s'intéressait surtout aux émigrés « politiques » mais qu'elle délaissait les émigrés « économiques », ceux qui venaient en France pour trouver du travail. Elle se focalisait sur ceux qui étaient les plus en vue, ceux qui avaient laissé des traces, alors qu'elle accordait peu d'attention à ceux qui n'avaient pas « parlé ». Les choses ont beaucoup changé depuis, la recherche a profondément évolué et le CEDEI également. J'avais succédé à Pierre Milza à sa tête en 1995 et je l'ai présidé jusqu'en 2007. Je me suis rendu compte alors que je ne pouvais mener de front des sujets par trop différents, et nous avons décidé de mettre fin au CEDEI. La recherche sur les archives de l'émigration italienne m'a permis aussi de lancer l'idée, puis de suivre la réalisation d'un répertoire général des sources relatives aux étrangers arrivés en France, réalisé dans le cadre d'une collaboration entre l'Association *Génériques*, aujourd'hui dissoute, et les Archives de France.

Pourquoi la recherche a-t-elle mis tant de temps à s'intéresser aux mouvements réformistes moins en vue ? Est-ce encore le cas aujourd'hui ?

Il faut d'abord rappeler que tout historien est fils de son temps. À la fin des années 1970, le Parti communiste français était très puissant dans la vie politique, ce qui avait des conséquences, en particulier dans le monde

universitaire. Lors de l'élection présidentielle de 1981, Georges Marchais obtint 15,8 % des suffrages ; le PCF en recueillait alors en moyenne 20 à 22 % aux élections précédentes ; ces 15,8 % ont été considérés à l'époque comme un décrochage spectaculaire. Le poids du PCF dans la société était considérable, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, à l'heure où l'ensemble de la gauche traverse une crise profonde. Mais qui pouvait le prévoir alors ? J'ai publié trois livres, d'abord sur les dissidences du PCF (1990), puis sur l'Europe des socialistes (1991) et enfin sur l'histoire de la CGT, écrite à l'occasion de son centenaire. Mais je m'investissais de plus en plus alors dans l'histoire de la mutualité. J'étais encouragé en cela par Antoine Prost, toujours directeur du Centre d'histoire du syndicalisme. En 1997, j'ai soutenu sous sa direction une habilitation à diriger les recherches (HDR), portant sur les relations entre mutualité et syndicalisme, du Second Empire aux débuts de la V^e République ; j'en ai tiré un livre quatre ans plus tard.

À mon avis, l'histoire sociale de notre pays s'est trop longtemps consacrée – et elle le fait encore parfois – aux mouvements hauts en couleur, aux épisodes spectaculaires et souvent dramatiques. Elle a examiné l'histoire au prisme des conflits qui ont certes existé, mais en sous-estimant largement le réformisme et la négociation qui ont eu aussi leur importance. L'un et l'autre restaient largement à redécouvrir au début des années 1980. Selon la conception historique alors dominante, les avancées sociales avaient été obtenues par la lutte et seulement par elle. Dans cette optique étaient mis en avant la révolte des Canuts, 1848, la Commune, la Révolution russe, le Front populaire, la Résistance et la Libération. Dans cette vision, une place majeure était accordée aux débats idéologiques, d'abord au sein du mouvement communiste, alors que le PCF amorçait pourtant son déclin et que l'implosion du « camp socialiste » allait survenir bientôt en 1989-1991. L'histoire sociale privilégiait le conflit à la réforme et à la gestion du social, deux objets d'étude qui semblaient sans intérêt. L'histoire sociale était essentiellement pensée en termes d'affrontements et de combats, mais la négociation et le compromis n'y avaient pas leur place. De plus, la majorité

des historiens s'intéressaient d'abord au politique, mais bien peu au social ; au sein du politique, ils étaient davantage attirés par le coup d'éclat que par la réforme. La prise de position d'Émile Zola durant l'affaire Dreyfus a fait, à juste titre, l'objet des exégèses les plus fouillées. Mais aucun historien n'a remarqué qu'elle est, à quelques semaines près, contemporaine de deux lois fondamentales dans l'histoire de la protection sociale de notre pays : la Charte de la mutualité et la loi sur les accidents du travail (1^{er} et 9 avril 1898).

Les syndicalistes, d'abord ceux de la CGT, étaient nécessairement imprégnés par cet état d'esprit, comme le montre cet exemple pris dans le domaine de la protection sociale. Au début des années 2000, le Comité d'entreprise du CNRS me demanda un article sur la création de la « Sécu ». Je l'expliquai par la conjonction du concours de circonstances exceptionnel de la Libération avec la réforme qui avait précédé la Sécu de 1930, les Assurances sociales. Ma présentation remettait en cause l'idée selon laquelle, la Sécurité sociale aurait été « une grande conquête ouvrière » selon les syndicalistes. Que la « Sécu » ait été un immense progrès est indiscutable mais elle n'a pas été obtenue par des luttes ; le sociologue Henri Hatzfeld avait été le premier à le démontrer en 1971⁴, mais dans une grande indifférence qui devait durer plusieurs décennies. Mon article a suscité de nombreux débats parmi les responsables CGT du Comité d'entreprise. La CGT a beaucoup évolué depuis. Elle a reconnu l'importance du réformisme, et même l'existence des « heures sombres » du syndicalisme pendant la Seconde Guerre mondiale. Les mentalités changent donc, mais lentement. Et l'idée répandue chez les universitaires et chez les syndicalistes, selon laquelle les progrès sont obtenus seulement par la lutte, est loin d'avoir complètement disparu aujourd'hui.

Quel est l'état de la recherche sur l'histoire du mutualisme et de la coopération ?

4. Henri Hatzfeld, *Du paupérisme à la Sécurité sociale. Essai sur les origines de la Sécurité sociale en France*, Paris, Armand Colin, 1971, réédition, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1989.

L'histoire du mouvement syndical a fait l'objet de très nombreux travaux. Mais ceux consacrés la CGT – un millier⁵ – sont bien plus nombreux que ceux portant sur la CFDT et plus encore sur FO. La mémoire et le souvenir ont un poids très différent dans ces trois organisations et ce facteur contribue à expliquer ces disparités.

La recherche sur le mouvement mutualiste était très limitée au début des années 1980. Bernard Gibaud fut un pionnier en ce domaine⁶ et je lui dois beaucoup. La principale composante de la mutualité est la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF), créée en 1902, sept ans après la CGT. Avec quelque 3,5 millions d'adhérents en 1914, ses forces étaient alors dix fois supérieures à celles de la CGT. De 1902 à 1921, son premier président fut Léopold Mabillean, dont le parcours présente à ses débuts des analogies avec celui de Jean Jaurès, son contemporain. À la tête de la FNMF, il organisa notamment jusqu'en 1914, avec la bénédiction des plus hautes autorités de l'État, de grandes manifestations de plusieurs dizaines de milliers de mutualistes à Paris et dans toute la France. Son nom est pourtant totalement ignoré des mutualistes aujourd'hui. Cette situation s'explique par deux raisons : le peu d'intérêt des universitaires pour l'histoire de la mutualité et le fait que sa mémoire occupe chez les mutualistes une place infiniment moindre que chez les syndicalistes. Ces derniers – d'abord ceux de la CGT – vivent dans la filiation de la Commune, du Front populaire et de la Libération. De leur côté, les mutualistes se désintéressent complètement de leur histoire en raison d'une culture spécifique, empreinte de modestie et de discrétion. De plus, bien que la FNMF ait toujours proclamé sa neutralité politique, elle a commis l'erreur de soutenir Vichy et la Charte du travail jusqu'en 1943 : les mutualistes ont été tétanisés par cet épisode durant plus d'un demi-siècle.

5. Voir la bibliographie, p. 145-168 dans Michel Dreyfus, Michel Pigenet (dir.), *La CGT en question(s). Regards croisés sur 125 années d'un syndicalisme de transformation sociale*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2019.

6. Bernard Gibaud, *De la mutualité à la Sécurité sociale, conflits et convergences*, Paris, Éditions ouvrières, 1986 ; *Id.*, *Mutualité, assurance (1850-1914), les enjeux*, Paris, Economica, 1998 ; *Id.*, *Fédérer autrement. Histoire de la FNMF*, Paris, Éditions de la FNMF, 2003.

Il fallait donc retrouver les archives de la Mutualité pour en écrire l'histoire. Le colloque de 1983 organisé par Madeleine Rebérioux créa une dynamique, que consolida l'intérêt pour l'histoire de René Teulade, alors président de la FNMF. Il créa à la FNMF un centre d'archives auquel j'ai collaboré pendant plusieurs années et une collection, « Patrimoine », qui publia une quinzaine d'ouvrages historiques. Les progrès furent réels mais se heurtèrent à de nombreux obstacles. Au début des années 1990, à la recherche des archives de la Mutualité parisienne, je fus brutalement éconduit par un de ses responsables. J'eus beau expliquer ma démarche d'historien, rien n'y fit : le poids de la culpabilité était trop lourd et il n'était pas question de remuer ce passé.

Pourtant, l'historien n'est pas là pour juger mais pour comprendre et faire comprendre. Le soutien de la FNMF à la Charte du travail est loin de résumer l'histoire de la mutualité durant les années sombres. Mon regret, quand je dirigeais des thèses, est de ne pas être parvenu à convaincre un grand nombre d'étudiants à se consacrer à l'histoire de la mutualité : ayant malgré tout repéré un certain nombre d'archives, j'avais plusieurs sujets à proposer. De nombreux mutualistes furent maires, présidents de conseils départementaux et responsables politiques (députés et sénateurs). Leurs parcours sont complètement méconnus, à commencer par le *Dictionnaire des parlementaires*. J'ai cherché à mettre en œuvre un *Maitron* des mutualistes, sans oublier qu'ils ont eu peu de rapports avec le mouvement ouvrier jusqu'à l'entre-deux guerres. Mais j'ai dû y renoncer en raison de l'énormité de la tâche et de l'absence de chercheurs qui m'auraient épaulé dans cette aventure. J'ai pu néanmoins retracer en 2005 la biographie d'une centaine de responsables mutualistes, mais il faudrait aller bien plus loin dans cette voie.

Le mouvement coopératif est un autre mastodonte, tout aussi méconnu, dont il était également nécessaire de s'occuper. Sa composante principale, la Fédération nationale des coopératives de consommation (FNCC) a eu une importance analogue à celle de la FNMF. En 1923, le coopérateur

Jean Gaumont avait publié une remarquable histoire de la coopération de consommation⁷ mais il fallut attendre le milieu de la décennie 1960 pour que lui succède un ouvrage de dimension bien plus modeste. À la fin des années 1980, André Gueslin écrivit un vaste tableau de l'histoire de l'économie sociale – coopération et mutualité – au 19^e siècle⁸. Dans son sillage, j'ai présenté en 2017 une synthèse de cette histoire au 20^e siècle. Mais je suis le premier à dire qu'elle reste à approfondir sur des questions essentielles, telles que la coopération pendant la Seconde Guerre, son poids économique, ses Fédérations en Lorraine, dans le Nord et en Normandie.

Je collaborais au *Maitron* depuis la fin des années 1970, et j'y ai rédigé de très nombreuses notices. Ce dictionnaire est une source incontournable pour suivre le parcours des anarchistes, des socialistes, des communistes et des syndicalistes. En 1995, j'ai publié, avec le soutien de la Caisse centrale d'activités sociales (CCAS) d'EDF, un *Dictionnaire des syndicalistes électriciens-gaziers*. Les archives de l'Internationale communiste étaient devenues accessibles depuis l'implosion de l'URSS quatre ans plus tôt. Aussi il a été possible, toujours dans le cadre du *Maitron*, de réaliser en 2001 un *Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste*, auquel j'ai participé. Quelques années plus tôt, j'avais été un des maîtres d'œuvre du *Siècle des communismes*. Cet ouvrage s'opposait au *Livre noir du communisme*, pour qui ce courant politique se définissait essentiellement par son emprise criminogène. Notre livre démontrait au contraire que le communisme présentait une réalité infiniment plus complexe en raison de son extraordinaire diversité et de son ambivalence due à son développement inégal dans des sociétés très différentes : il n'y avait pas un seul communisme mais plusieurs communismes extrêmement variés.

Le *Maitron* apporte des informations précieuses sur les coopérateurs parce que, du Second Empire aux années 1950, leur mouvement a été une des composantes du mouvement ouvrier, avec le parti et le syndicat. Mais si

7. Jean Gaumont, *Histoire générale de la coopération en France. Les idées et les faits, les hommes et les œuvres*, Paris, 1924, 2 vol.

8. André Gueslin, *L'Invention de l'économie sociale. Idées pratiques et imaginaires coopératifs et mutualistes dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Economica, réédition augmentée en 1998.

Jean Gaumont et un autre coopérateur, Gaston Prache, ont retracé dans le *Maitron* la biographie d'un certain nombre de coopérateurs, leur relève n'a pas été assurée. C'est pourquoi j'ai dirigé, dans le cadre du *Maitron* et avec le soutien du Crédit coopératif, un *Dictionnaire biographique des coopérateurs*, paru en 2005. De façon générale, en dépit de ses grands services, le *Maitron* reste marqué par une conception du mouvement ouvrier français qui, on le constate aujourd'hui, se modifie profondément pourtant à partir de la Libération avec la gestion par les syndicalistes des caisses de Sécurité sociale et des comités d'entreprise, dont certains très importants. Par ailleurs, le militantisme ne se limite pas à la gauche. Dans le cadre du *Maitron*, nous avons réfléchi à la notion d'engagement militant au milieu des années 1990. Depuis, ma découverte de l'histoire de la mutualité m'a fait comprendre que nombre de ses responsables, engagés politiquement au centre ou à droite, menaient également leur action de façon bénévole. Cette réalité ne permet plus de considérer le militantisme comme existant seulement au sein du mouvement ouvrier : l'histoire sociale nous apprend qu'il s'exerce dans des milieux très différents. J'ai quitté le *Maitron* en 2009.

Tes recherches plus récentes t'ont amené à travailler sur la figure d'un de tes aïeux, le capitaine Dreyfus, mais aussi à la question de l'antisémitisme à gauche. Quels furent les mobiles déclencheurs pour travailler ces questions, aux frontières de l'histoire familiale ?

Je suis effectivement apparenté à la famille du capitaine Dreyfus : mon grand-père maternel était un cousin de Lucie, née Hadamard, la femme du capitaine. Cette parenté a suscité un poids mémoriel considérable de l'affaire dans ma famille.

Ma mère m'a ouvert à cette histoire. Dans sa jeunesse, elle avait vu le capitaine – devenu lieutenant-colonel – Dreyfus dans quelques réunions familiales et elle en était restée marquée. Elle m'a fait lire les livres qui renouvelaient l'histoire de l'affaire Dreyfus, en particulier celui de Marcel Thomas, paru en 1963, suivi deux ans plus tard de celui d'Henri Guillemin. Mais en dépit de cette éducation, en dépit du fait que j'ai ensuite travaillé à des questions

exactement contemporaines à l'affaire – la Charte de la Mutualité votée en avril 1898, trois mois après le « J'accuse » de Zola – je n'ai pas écrit une ligne sur elle avant 2006. C'est alors que j'ai été sollicité par un collègue et ami, Emmanuel Naquet. Organisant avec la Ligue des droits de l'homme un colloque à l'occasion du centenaire de la réhabilitation de Dreyfus, il me proposait d'y participer. J'ignore encore aujourd'hui ce qui m'est alors passé par la tête et je lui ai répondu positivement. Il me fallait donc trouver sur quoi j'allais intervenir.

Une petite décennie plus tôt, j'avais fait la connaissance de l'historienne Nadine Fresco. Elle écrivait alors un ouvrage sur Paul Rassinier⁹, l'inventeur du révisionnisme depuis les années 1950. Elle cherchait à comprendre pourquoi un homme issu de la gauche – c'était le cas de Rassinier – avait pu suivre un parcours aussi aberrant. Notre rencontre nous fut bénéfique à tous les deux. Je l'aidais à comprendre les méandres du cheminement politique complexe de Rassinier. Il avait brièvement appartenu au Parti communiste, puis avait rejoint le Parti socialiste SFIO, avant de s'engager dans la Résistance fin 1942, puis d'être déporté à Buchenwald l'année suivante. Il en revint en juin 1945 et se lança dans une nouvelle carrière politique au sein du Parti socialiste qui échoua devant son rival Pierre Dreyfus-Schmidt.

Lors d'une de nos rencontres, Nadine Fresco attira mon attention sur Maurice Dommanget, cet instituteur d'extrême gauche qui avait éduqué des générations de militants avec ses nombreux ouvrages. Il représentait pour moi le modèle du militant irréprochable. Sa mise en cause par Nadine Fresco suscita chez moi surprise et indignation. Elle me fit alors découvrir un article que Maurice Dommanget avait publié dans la revue *L'École émancipée*, à la mort de Rassinier en 1967, dans lequel il déplorait vivement cette disparition. Pourtant Rassinier défendait le révisionnisme depuis plus d'une décennie et entretenait des liens avec l'extrême droite en France et en Allemagne. La découverte de ses rapports avait provoqué trois ans plus tôt son exclusion de la Fédération anarchiste qu'il avait rejoint au début des

9. Nadine Fresco, *Fabrication d'un antisémite*, Paris, Seuil, 1999.

années 1950, après avoir été chassé du Parti socialiste. Il était plus que probable que Maurice Dommanget ait été au courant de cette exclusion. Je fus abasourdi par la découverte de cet article, qui dénotait pour le moins une complaisance étonnante de Maurice Dommanget à l'égard de Rassinier. Nadine Fresco me dit alors textuellement ces mots dont je me souviens encore : « Toi qui connais si bien l'histoire de la gauche, tu devrais écrire un livre sur l'antisémitisme à gauche ! »

Étant pris alors par d'autres recherches, je ne pouvais m'engager dans cette voie. Mais, je me suis souvenu de la suggestion de Nadine Fresco quand Emmanuel Naquet m'a sollicité en 2006. Je lui ai néanmoins formulé une réserve : si je ne trouvais rien sur l'antisémitisme à gauche, je n'interviendrais pas au colloque de la LDH. Hélas, j'ai trouvé et même beaucoup trop ! Ma communication fut l'ébauche de mon livre sur l'antisémitisme à gauche, dont l'écriture me prit trois ans. Je n'aurais pas été auparavant capable de le mener à bien parce qu'il remettait en question trop d'idées reçues pour que j'ose me lancer dans cette aventure. J'admirais profondément – et je l'admire toujours – Madeleine Rebérioux, connaisseuse hors pair de l'histoire du socialisme. En 1987, elle avait publié dans la revue *Mil neufcent*, un article détaillé sur la *Revue socialiste*, la principale revue socialiste française de 1885 à 1914. Elle y avait relevé quelques dérapages antisémites, mais elle les jugeait secondaires. J'ai voulu en avoir le cœur net et j'ai dépouillé la *Revue socialiste* en totalité. Or, jusqu'aux débuts de l'affaire Dreyfus, on y trouve de nombreux articles antisémites. Madeleine Rebérioux ne les avait pas vus, sans doute parce qu'elle ne voulait pas les voir. L'idée que l'antisémitisme avait pu infecter aussi la gauche était alors incongrue, même si quelques chercheurs commençaient à aborder cette question. Je suis néanmoins le premier à en avoir écrit la synthèse sur deux siècles.

Mon livre paru en 2009 a été bien accueilli, mais les choses ont bien changé depuis : l'antisémitisme à gauche suscite aujourd'hui de nombreux débats. Je suis revenu sur cette question dans un petit livre que j'ai dirigé : il est paru en 2022, au lendemain de l'invasion de l'Ukraine et pour cette raison

est passé inaperçu. J'y ai relevé la multiplication de dérapages antisémites à l'extrême gauche et l'indifférence de la gauche devant cette situation depuis une grande décennie. Je l'ai expliqué par plusieurs raisons. Tout d'abord, depuis l'affaire Dreyfus, l'immense majorité de la gauche a pris la défense des juifs : il est donc impensable pour une personne de gauche d'être antisémite. Cette bonne conscience est malheureusement démentie par de nombreuses déclarations et prises de position parfois inconscientes, formulées aussi dans un discours subliminal. Entre également en ligne de compte la focalisation de l'extrême gauche sur le conflit israélo-palestinien et la question maintes fois débattue du rapport entre sionisme et antisémitisme. L'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 a ouvert une nouvelle période de cette histoire, dont il est impossible de prévoir toutes les conséquences.

Pourquoi avoir travaillé sur la figure d'Hannah Arendt ?

J'avais découvert la pensée d'Hannah Arendt lorsque j'avais codirigé *Le Siècle des communismes*, réponse au *Livre noir du Communisme*. J'avais réfléchi alors sur la notion de totalitarisme, ce qui m'avait amené à lire *Les Origines du totalitarisme*. Ce livre m'avait choqué car il mettait sur le même plan la Russie stalinienne et l'Allemagne hitlérienne, sans jamais s'interroger sur leurs idéologies diamétralement opposées, sans jamais prendre en compte leurs immenses différences sociales : pour un historien, l'examen des différences est pourtant aussi nécessaire que celui des analogies. Puis le philosophe Emmanuel Faye publia en 2016 un livre essentiel consacré à l'influence de Martin Heidegger sur la pensée d'Hannah Arendt¹⁰. Ce livre m'a conduit à relire *Les Origines du totalitarisme*, et en particulier le premier tome consacré à l'histoire de l'antisémitisme. J'ai alors pris conscience que, impressionné par la réputation d'Hannah Arendt, j'avais complètement manqué d'esprit critique à la première lecture de cet ouvrage. Rarissimes étaient alors les historiens qui s'y intéressaient, et c'est encore le cas aujourd'hui. Or, cet ouvrage multiplie les erreurs historiques, tout en assenant de nombreuses

10. Emmanuel Faye, *Arendt et Heidegger. Extermination nazie et destruction de la pensée*, Paris, Albin Michel, 2016.

contre-vérités sans la moindre démonstration. Il repose très largement sur des sources d'extrême droite et nazies, je dis bien nazies, tout en falsifiant la pensée de certains juifs : ainsi, il présente Joseph Reinach – dreyfusard qui a joué un rôle capital dans l'affaire et écrit un ouvrage de référence sur son histoire – comme un admirateur des antisémites. En revanche, Hannah Arendt ignore ce que disent les juifs d'eux-mêmes. Son ouvrage se termine par un tableau de l'affaire Dreyfus parsemé d'erreurs et de clichés antisémites, qu'elle considère comme la répétition générale du nazisme : est-il besoin d'ajouter que, au-delà de leurs immenses différences, les deux se sont terminés de façon diamétralement opposée ? Enfin, Hannah Arendt est également muette sur la progression de l'antisémitisme en Allemagne durant la Grande Guerre, dans les années 1920, puis sous le nazisme.

Lisant ce livre en historien et non en philosophe que je ne suis pas, j'ai donc pris conscience de toutes ces lacunes. Hannah Arendt multiplie les affirmations les plus fantaisistes et malmène l'histoire en ne retenant que ce qui peut conforter ses idées. Aussi j'ai estimé qu'un travail historique critique devait être réalisé sur ce premier tome. Il était exclu bien évidemment de reprocher à Hannah Arendt son ignorance, à la fin des années 1940, de faits qui devaient être connus bien plus tard. C'est pourquoi j'ai contextualisé mon livre en rappelant ce qu'Hannah Arendt pouvait connaître quand elle a écrit *Sur l'antisémitisme*.

Comment expliquer qu'une intellectuelle lue et relue puisse affirmer des choses aberrantes et dans le même temps bénéficie d'une réception sans critiques ?

Mon livre a été bien accueilli par les historiens, mais il demeure ignoré par les philosophes : il est en effet impensable de s'attaquer à leur idole. Ainsi, la prestigieuse revue *Les Cahiers de l'Herne* a publié en 2021, un peu avant la sortie de mon ouvrage, un numéro consacré à Hannah Arendt, dénué de toute critique à son égard. Dans un état d'esprit analogue *Le Monde des livres* a fait le silence sur mon livre.

Cette situation s'explique par le véritable culte que confère à Hannah Arendt sa théorie du totalitarisme, et je l'explique dans mon livre. La notion de totalitarisme connaît son heure de gloire aux États-Unis entre 1950 et 1954, dans le contexte de la guerre froide. Elle bénéficie également durant cette décennie d'une grande audience en Allemagne de l'Ouest, en raison de la crainte profonde qu'y inspire le communisme. De plus, elle constitue un excellent moyen d'occulter le passé nazi et les compromissions de la majorité des élites politiques et intellectuelles allemandes avec ce régime. Puis la réception de la notion de totalitarisme évolue avec lenteur aux États-Unis et en Allemagne en raison du développement de la coexistence pacifique ; cette phase de son histoire s'achève dans ces deux pays au début des années 1960. Une nouvelle période s'ouvre au contraire en France à partir de la décennie suivante. À la différence des États-Unis et de l'Allemagne, mais comme en Italie, la notion de totalitarisme n'y a rencontré jusqu'alors qu'une audience limitée en raison de la puissance des partis communistes et de la forte influence intellectuelle du marxisme. De plus, la découverte en France de la pensée d'Hannah Arendt dans la seconde moitié de la décennie 1970 coïncide avec l'émergence de l'idéologie antitotalitaire, nourrie alors par la dénonciation du goulag exercée par Alexandre Soljenitsyne. La découverte du goulag est contemporaine de celle de l'antitotalitarisme en France. À gauche, l'idéologie antitotalitaire dénonce le marxisme, le communisme et contribue largement au succès d'Hannah Arendt chez les intellectuels. Deux décennies plus tard, l'implosion des démocraties populaires puis de l'Union soviétique renforcent encore l'idéologie antitotalitaire, dont Hannah Arendt peut apparaître comme une pionnière. Son parcours renforce son aura. Juive, elle a fui le nazisme en 1933, s'est réfugiée en France avant de pouvoir gagner les États-Unis en 1941. Enfin, elle est une des très rares femmes à y avoir accédé à une carrière universitaire. Je laisse à d'autres le soin de juger la validité de son œuvre. Je me demande toutefois s'il est possible d'élaborer une philosophie valable à partir d'une conception si discutée de l'histoire. Et je suggère qu'un historien s'engage dans un travail analogue au mien sur les deux autres tomes des *Origines du totalitarisme*.

Selon toi, quel est l'avenir de l'histoire sociale ?

Je suis évidemment influencé par l'ensemble de mon expérience professionnelle. L'histoire sociale telle qu'on la concevait dans les années 1970 et 1980 a beaucoup évolué depuis, en s'ouvrant à des questions beaucoup plus larges. Je serais bien présomptueux de les traiter ici. Je conclus juste par une remarque. Jusqu'à la fin des années 1990, l'histoire sociale s'est consacrée à la redécouverte d'un passé qui semblait annonciateur d'un futur meilleur. En d'autres termes, elle semblait s'inscrire dans une vision du monde où la notion de progrès avait une importance capitale. Est-ce toujours le cas aujourd'hui ? On peut en douter en raison de la crise profonde de la gauche en France, en Europe et dans le monde. Le socialisme, pris au sens large, s'est développé principalement sur le vieux continent depuis la fin du 19^e siècle¹¹. Quel sera son avenir dans les prochaines décennies ?

Annexe

Bibliographie complète des écrits de Michel Dreyfus

Cette bibliographie où figure la totalité des travaux de Michel Dreyfus (de 1975 à 1997) est organisée en deux sections. La première les présente de façon thématique (livres-articles, etc.), la seconde de manière chronologique, année par année.

I. Liste des travaux et publications (1975-1997)

Bureau de Londres ou IV^e Internationale ? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe, 1933-1940, thèse de 3^e cycle, sous la direction de Marc Ferro, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1977.

11. Gilles Vergnon, *Changer la vie. Le temps du socialisme en Europe de 1875 à nos jours*, Paris, Gallimard, 2024.

Mouvement ouvrier et Mutualité : l'exception française (1852-1967) ?, mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches, sous la direction d'Antoine Prost, Université Paris-I, 1997.

Livres

- 1) Victor Serge, Léon Trotsky, *La Lutte contre le stalinisme, 1936-1939*, textes choisis et présentés par Michel Dreyfus, Paris, Maspéro, 1977.
- 2) *La Mutualité, une histoire maintenant accessible*, Paris, Mutualité française, 1988.
- 3) *PCF : crises et dissidences, de 1920 à nos jours*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1990.
- 4) *L'Europe des socialistes*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1991.
- 5) *Histoire de la CGT (1895-1995)*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995.

Livres en collaboration et direction d'ouvrages

- 6) En collaboration, *Que lire ? Bibliographie de la révolution*, Paris, EDI, 1975.
- 7) F. Birck, M. Dreyfus, *La Mutualité en Lorraine*. Paris, Mutualité française, 1988.
- 8) Y. Saint-Jours, M. Dreyfus, D. Durand, *La Mutualité. Histoire, droit, sociologie*, Paris, LGDJ, 1990.
- 9) En collaboration avec A. Bechelloni et P. Milza, *L'Intégration italienne en France. Un siècle de présence italienne dans trois régions françaises (1880-1980)*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995.
- 10) Direction avec C. Pennetier et N. Viet-Depaule, *La Part des militants*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1996.
- 11) En collaboration avec B. Gibaud et l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, *Mutualités de tous les pays*, Colloque international sur l'histoire de la Mutualité, Paris, Mutualité française, 1995.

12) *Social Security Mutualism. The Comparative History of Mutual Benefit Societies* (édition anglaise du précédent) ed. by M. Van der Linden, in collaboration with M. Dreyfus, B. Gibaud and J. Lucassen, Berne, P. Lang, 1996.

13) Direction avec E. Belouet, *Gaziers-électriciens. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*. Collection J. Maitron, Paris, Éditions de l'Atelier, 1996.

Participation à des ouvrages collectifs

14) « Socialistes de gauche et trotskystes en Europe, 1933-1938 », dans *Pensiero e azione politica di Lev Trockij*, a cura di F. Gori, Milano, Olschki, 1982.

15) « Le Rassemblement universel pour la paix », dans *Internationale Tagung der Historiker der Arbeiterbewegung*, 19e Conférence de Linz, 1983.

16) « Aux sources de l'émigration italienne en France », dans *Piero Gobetti e la Francia*, Milano, F. Angeli, 1985.

17) « Un courant socialiste original : les maximalistes italiens dans l'émigration (1926-1940) », dans Pierre Milza (dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Rome, École française de Rome, 1986.

18) « Syndicats, nous voilà ! Le syndicalisme vichyssois à travers un journal, "Au travail", dans *Vichy, 1940-1944. Archives de guerre d'Angelo Tasca*, CNRS/Annali Feltrinelli, 1986.

19) « Du côté des archives », dans M. Guillaume (dir.), *L'État des sciences sociales en France*, Paris, La Découverte, 1986.

20) « Implantation municipale et dissidences communistes dans la banlieue parisienne (1920-1940) », dans K. Burlen, *Henri Sellier et les cités jardins, 1900-1940. La banlieue oasis*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 1987.

21) « Jean Longuet et les Internationales », dans G. Candar (dir.), « Jean Longuet, la conscience et l'action », *Revue politique et parlementaire*, 1988.

22) « L'Internationale ouvrière socialiste, le Bureau de Londres et la Guerre d'Espagne », dans F. Van Holthoon, M Van der Linden (dir.), *Internationalisme in the Labour movement, 1830-1940*, Leiden, E.J. Brill, 1988.

- 23) « Connaître l'histoire de la banlieue : sources et lieux », dans A. Fourcaut (dir.), *Un siècle de banlieue parisienne, 1859-1964*, Paris, L'Harmattan, 1988.
- 24) « Les sources de l'immigration italienne dans les archives publiques françaises », dans *L'Immigration italienne en France dans les années 20*, Paris, CEDEI, 1988.
- 25) « La Mutualité de L. Mabillean : fondateurs et militants du mouvement mutualiste sous la IIIe République », dans *Mutualité et protection sociale*, Paris, Mutualité française, 1988.
- 26) « L'émigration italienne en France et la guerre d'Éthiopie », dans *Luigi Campolonghi, une vie d'exil (1876-1944)*, Paris, CEDEI, 1989.
- 27) « L'Internationale ouvrière socialiste et les problèmes coloniaux », dans *Internationale Tagung der Historiker der Arbeiterbewegung*, 20e Conférence de Linz, 1989.
- 28) « Un siècle d'immigration italienne en France », dans *France des étrangers, France des libertés. Presse et mémoire*, Paris, Éditions Ouvrières/Génériques, 1990.
- 29) « Les sources de l'iconographie sur les mines et la métallurgie (xix-xxe siècles) », dans « L'image des mines et de la métallurgie, du Moyen Âge à nos jours », *Pierres et Terre*, no 33, 1990.
- 30) « Les sources de l'émigration politique en France », dans *L'Émigration politique en Europe aux XIXe et xxe siècles*, Rome, École française de Rome, 1991.
- 31) « Émigrés italiens et syndicalisme en France, 1936-1940 », dans *Italiens et espagnols en France, 1938-1946*, Paris, Éditions du CNRS, 1991.
- 32) « Le fonti dell'immigrazione italiana in Francia : come e perche ? », dans R. Monteleone (dir.), *Dai due versanti delle Alpi. Studi sull'emigrazione italiana in Francia*, Alessandria, Ed. dell'Orso, 1991,
- 33) « Comment conserver les sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle ? », dans M. J. Choffel-Mailfert, J. Romano (dir.), *Vers une transition culturelle*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1991.

- 34) « L'essor de la mutualité d'entreprise durant la Seconde Guerre mondiale », dans D. Peschanski, J. L. Robert (dir.), *Les Ouvriers en France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, CRHMSS-IHTP, 1992.
- 35) « Willi Münzenberg et les organisations de masse proches du Komintern, 1923-1936 », dans *Willi Münzenberg, 1889-1940. Un homme contre*, Paris, Le Temps des cerises, 1993.
- 36) « Les sept causes de la crise de l'IOS en 1939 », dans S. Wolikow, M. Cordillot (dir.), *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ?*, Publications de l'université de Bourgogne, 1993.
- 37) « Les réactions en France à l'assassinat de Matteotti », dans *Giacomo Matteotti. La vita per la democrazia*, Rovigo, Minelliana, 1993.
- 38) « Des communistes dissidents », dans *L'Italia in esilio*, Presidenza del Consiglio dei ministri, 1993.
- 39) Rédaction de plusieurs centaines de notices, relecture et mise au point des tomes 31 à 43 de J. Maitron, C. Pannetier (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, Éditions Ouvrières, 1977-1993.
- 40) Rédaction des notices de L. Mabillean, A. Métin, C. Spinasse dans C. Fontanon, A. Grelon (dir.), *Dictionnaire des professeurs du Conservatoire national des Arts et Métiers*, Paris, CNAM-INRP, 1994.
- 41) « La Fête en Mutualité », dans A. Corbin, N. Gerôme, D. Tartakowsky (dir.), *L'Usage politique des fêtes aux xix^e et xx^e siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994.
- 42) « Les luttes syndicales des électriciens-gaziers, des origines à la Libération », dans M. Lévy-Leboyer, H. Morsel, *Histoire de l'électricité en France*, t. 2, Paris, Fayard, 1994.
- 43) « Les luttes sociales à l'EDF-GDF, de la Libération à nos jours », dans H. Morsel (dir.), *Histoire de l'électricité en France*, t. 3, Paris, Fayard, 1996.
- 44) « Les activités sociales et culturelles à l'EDF-GDF », *Ibid.*

45) Rédaction des notices de Georges Demartial, Charles Gide, Daniel Guérin, *Masses*, le Rassemblement démocratique révolutionnaire et Victor Serge, dans J. Julliard et M. Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Seuil, 1996.

46) « 1924-1927 : un moment privilégié de l'Internationale syndicale rouge », dans M. Narinsky, J. Rojahn (dir.), *Centre and Periphery. The History of the Comintern in the Light of new Documents*, Amsterdam, International Institute of Social History (IISG), 1996.

47) « Marcel Paul et les origines du CCOS », dans *La Nationalisation de l'électricité en France. Nécessité technique ou logique politique ?*, Actes du 11^e colloque de l'Association pour l'histoire de l'électricité en France, textes réunis par L. Badel, Paris, AHEF, 1996.

Articles publiés dans des revues scientifiques

48) « Les trotskystes français et la question nationale pendant la Seconde Guerre mondiale », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, no 103, juillet 1976.

49) « Sur l'histoire du mouvement trotskyste en Europe de 1930 à 1952 », *Le Mouvement social*, no 96, juillet-septembre 1976.

50) « Comment est connu P. Gobetti en France », *Mezzosecolo*, no 2, 1976/1977.

51) « Bureau de Paris et Bureau de Londres : le socialisme de gauche en Europe entre les deux guerres », *Le Mouvement social*, no 112, juillet-septembre 1980.

52) « La Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale », *Communisme*, no 2, 1982.

53) « Le mouvement communiste international et ses oppositions, 1920-1940 : présentation générale », *Communisme*, no 5, 1984.

54) « Le scelte internazionali del Partito socialista massimalista italiano », *Rivista di storia contemporanea*, no 2, 1984.

55) « Du passé, faisons l'inventaire ! Jean Maitron et les archives ouvrières », *Le Mouvement social*, no spécial « Avec Jean Maitron », 1988.

- 56) « La CGT face à l'Anschluss », *Austriaca*, no 26, mars 1988.
- 57) « Pacifistes socialistes et humanistes dans les années 1930 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 1988.
- 58) « Le PCF et la lutte pour la paix, du Front populaire à la Seconde Guerre mondiale », *Communisme*, no 18-19, 1989.
- 59) « Socialisme et mutualité à la fin du xix^e siècle », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, no 16, juillet-septembre 1989.
- 60) « 1956 : l'année terrible », *Communisme*, no 29-31, 1990.
- 61) « Liberté, égalité, mutualité : la "Belle Époque" à travers une société de secours mutuels, La Boule de neige », *Vie sociale*, novembre-décembre 1991.
- 62) « Travailleurs émigrés et transferts de technologie dans l'industrie du bâtiment : les Italiens durant l'entre-deux-guerres », dans « Le Patrimoine technique de l'industrie », *Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse*, no 2, 1992.
- 63) « Les femmes dans les luttes et les activités sociales des électriciens-gaziers de 1914 à nos jours », *Bulletin d'histoire de l'électricité en France*, no 19-20, juin-décembre 1992.
- 64) « Que sait-on en France des créateurs d'entreprise étrangers depuis un siècle ? », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 8, no 1, 1992.
- 65) « Protection sociale, mutualité et socialisme. Premiers éléments d'une approche internationale », *La Revue de l'économie sociale*, juillet 1992.
- 66) « Des femmes pacifistes durant les années 1930 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, no 30, janvier-mars 1993.
- 67) « Mouvement ouvrier et mutualité : premiers éléments d'une approche internationale », *Revue internationale de Sécurité sociale*, 1993, no 3.
- 68 « Un impresa a compimento : il dizionario biografico del movimento operaio francese », *Ventesimo secolo*, année II, septembre-décembre 1993.

69) En collaboration avec C. Pannetier et N. Viet-Depaule, « L'Internationale des Dictionnaires », numéro de *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, BDIC., no 34, janvier-juin 1994.

70) En collaboration avec S. D. Delesalle, « Les Italiens et le *Dictionnaire* », dans « L'Internationale des Dictionnaires », *op. cit.*

71) « Mutualité et organisations politiques et sociales internationales de 1889 à 1939 », *Vingtième siècle*, no 48, octobre-décembre 1995.

72) « CGT, Mutualité et Assurances sociales », *Vie sociale*, no spécial « Autour de la Mutualité », no 5, 1995.

73) « La naissance de la CGT : syndicalisme contre mutualisme », *RECMA*, no 258, 3e trimestre 1995.

74) « La gestion du social : un difficile apprentissage par la CGT », *Cahiers de l'Institut de recherches marxistes*, 1996.

Participation à des colloques

75) « Le centenaire des sociétés de secours mutuel », organisé par le GRECO 55 « Travail et travailleurs », Lyon, septembre 1983.

76) « Le PCF des années sombres, 1938-1941 », organisé par le CRHMSS et l'IHTP, novembre 1983, texte non publié.

78) Colloque international du CEDEI, « Silvio Trentin et la France », présentation de *Libérer et fédérer (juillet 1942-avril-mai 1944)*, Paris, CEDEI, 1985.

78) « Les Dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier », colloque international organisé par la Fondation Brodolini et la Fondation Feltrinelli, Milan, 1985, texte non publié.

79) « Le Cinquantenaire du Front populaire », organisé par le CHS octobre 1986. « L'émigration italienne en France et le Front populaire », texte non publié.

80) Colloque international « Pietro Nenni », organisé par le CEDEI, 1986.
« Pietro Nenni et le Front Populaire », *Socialismo e storia. Annali della Fondazione Brodolini*, 1987.

81) Colloque international, « Sources et archives de l'émigration en Europe », organisé par les Archives publiques d'Italie, Rome, septembre 1990, texte non publié.

82) Colloque international « Les Italiens en France de 1940 à 1944 d'après les sources conservées aux Archives nationales », dans *L'Émigration italienne en France durant la Seconde Guerre mondiale*, organisé par l'Istituto nazionale per la storia del movimento di liberazione in Italia, Turin, 1991, *Mezzosecolo*, no 9, 1990.

83) Rapport de synthèse sur les Algériens, les Espagnols et les Italiens en banlieue, présenté lors du colloque « Banlieues et émigration », organisé par J. P. Brunet à l'université de Saint-Denis, octobre 1994.

84) « Le débat sur le “syndicalisme à bases multiples” à travers les archives du Profintern », dans S. Wolikow (dir.), *Une histoire en révolution ? Du bon usage des archives de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1996.

85) « Les bases multiples », en collaboration avec S. Kott, M. Pigenet et N. Whiteside, colloque international « L'invention du syndicalisme en Europe occidentale », organisé par le CRHMSS et l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, 1995.

86) « Les grands fils rouges de l'histoire de la CGT » et « Post-scriptum : Mai en décembre », communication présentée au colloque annuel de l'Association des enseignants britanniques sur la civilisation française, Newcastle, 1995.

87) « La naissance du Conseil central des œuvres sociales (CCOS) d'EDF », colloque sur le cinquantenaire des comités d'entreprise, Roubaix, Centre des archives du monde du travail, 1996.

88) « Les grandes lignes de force du socialisme européen », colloque international « Les familles politiques en Europe au xxe siècle », Forlì, École française de Rome, octobre 1996.

89) « Les partis socialistes et les problèmes nationaux », colloque « Les Fronts populaires à l'épreuve de la question nationale », Université de Dijon, décembre 1996.

Outils et vulgarisation de la recherche

90) « La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine », « L'Institut français d'histoire sociale », *Communisme*, no 1, 3, 1982 et 1983.

91) *Guide des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale*. Paris, Paris, Éditions Ouvrières, 1983.

92) *Mouvements de femmes (1919-1940). Guide des sources documentaires*, en collaboration avec F. Blum et C. Chambelland, *Vie sociale*, no 11-12, 1984.

93) « Le mouvement mutualiste : sources et fonds bibliographiques », dans *Autour du premier congrès des sociétés de secours mutuels*, Lyon 1983, *Prévenir*, no 9, mai 1984.

94) Coordination du no 11 de *La lettre de l'Association des amis de la BDIC*, janvier-février 1984, consacré aux sources de l'émigration italienne en France.

95) *Faire l'histoire du monde du travail. Guide pratique* (en collaboration), Paris, Champ Vallon, Institut Jean-Baptiste Dumay, 1985.

96) *Les Sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle en France, xix-xxe siècle*, préface de J. Favier, introduction de M. Rebérioux, Paris, Éditions Ouvrières, 1987.

97) En collaboration avec P. Milza, *Un siècle d'immigration italienne en France (1850-1950). Bibliographie*, Paris, CEDEI-FNSP, 1987.

98) « La sauvegarde des archives du monde du travail en Lorraine : bilan et perspectives », dans *Les Archives du monde du travail, outil de gestion et de patrimoine culturel*, Direction des Archives de la Moselle, Metz, 1989.

99) Réalisation de l'exposition sur la Mémoire de l'Économie sociale, inaugurée par le président de la République le 15 novembre 1989 lors des Rendez-vous européens de l'économie sociale, publication des *Actes* par le Secrétariat d'État auprès du Premier ministre, 1990.

100) En collaboration avec J. L. Robert, « La classe ouvrière en France durant la Seconde Guerre mondiale : sources et fonds d'archives », *Bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent*, no 44, juin 1991.

101) « La sauvegarde des archives syndicales en Lorraine », CCSTI, Petite Rosselle, novembre 1993. Introduction, animation des débats, conclusion.

102) « Die Geschichte der Arbeiter und Sozialarchive in Frankreich », dans *Mitteilungsblatt des Instituts zur Erforschung der europäischen Arbeiterbewegung*, Heft 14, 1993.

103) Collaboration à la *Newsletter* publiée par l'International Association of Labour History Institutions (IALHI) et participation à la quasi-totalité de ses congrès annuels (1976 à 1998).

104) En collaboration avec C. Pennetier et N. Viet-Depaule, *Visages du mouvement ouvrier*, catalogue de l'exposition « Visages du mouvement ouvrier ».

105) « De la solidarité à l'Internationale », *Historiens et géographes*, no 350 spécial sur « La classe ouvrière », octobre 1995.

106) « Travailleurs français et immigrés, mêmes combats ? », *Ibid.*

107) « Une enquête exemplaire », postface à J. Derainne, *Guide des sources publiques et privées de l'histoire des étrangers aux xix^e et xx^e siècles en Bourgogne*, no 9-10 de *Migrations*, 1996.

108) *L'avantage de partager. Histoire des mutuelles cogérées*, Paris, Mutualité française, 1996.

Présentation par année, 1997-2024

1997

Participation à des ouvrages

109) En collaboration, « Les bases multiples du syndicalisme au xixe siècle en Allemagne, France et Grande-Bretagne », dans J. L. Robert, F. Boll, A. Prost, *L'Invention des syndicalismes. Le syndicalisme en Europe occidentale à la fin du xixe siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne.

110) « Strands of militancy in the history of the CGT », ainsi que « Épilogue : May in December? », dans M. Cross, S. Perry (eds.), *Population and Social policy in France*, London, Pinter.

111) « Les liens entre la Mutualité et le mouvement ouvrier aux xixe et xxe siècles », dans *Mémoires des solidarités*, Centre d'histoire du travail, Nantes, Éditions Erès.

112) « Les Italiens en France : une émigration "réussie" ? », dans *Éclairer sans brûler. Salon du livre antifasciste (Gardanne, 1997)*, textes réunis par S. Roche, Paris, Actes Sud.

113) « Un Parti ouvrier international : un demi-siècle d'optimisme naïf ? » dans *Les Familles politiques en Europe occidentale au xixe siècle*, Rome, École française de Rome.

114) « Le Conseil central des œuvres sociales (CCOS) d'EDF », dans *L'Enfance des comités d'entreprise dans les années 1950*, Roubaix, Centre des archives du monde du travail.

Vulgarisation de la recherche

115) « Immigration et syndicalisme (de la fin du xixe siècle à nos jours), *Les Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, no 64, décembre 1997.

116) *Une belle santé. 50e anniversaire de la maternité de l'hôpital des métallurgistes Pierre Rouquès*, publié par l'Hôpital des métallurgistes Pierre Rouquès.

Participation à des colloques

117) « Les archives ouvrières en France », congrès de l'ALHI, Washington, 1997.

1998

Participation à des ouvrages

118) « Léopold Mabillean et le mouvement mutualiste français et international », dans C. Chambelland (dir.), *Le Musée social en son temps*, Paris, Presses de l'ENS.

119) « Les socialistes européens et les fronts populaires : un internationalisme déclinant », dans S. Wolikow, A. Bleton-Ruget (dir.), *Antifascisme et nation. Les gauches européennes au temps du Front populaire*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon.

120) « La bibliothèque de la liberté », dans « *Fascismes d'hier et d'aujourd'hui* », *Salon du livre antifasciste de Gardanne*, Paris, Éditions de l'Atelier.

Articles, participation à des colloques

121) « F. Furet, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au xxe siècle* », compte rendu dans *Le Mouvement social*, no 183, mai-juin 1998.

122) « Les socialismes européens de la fin de la Seconde Guerre à la chute du socialisme réel », dans *Actuel Marx*, no 23, premier semestre 1998.

123) « L'historiographie de l'économie sociale », congrès de l'IALHI, Milan.

124) « La Charte de la Mutualité », colloque international sur le centenaire de la loi de 1898, organisé par M. Dreyfus, B. Gibaud et A. Gueslin, Paris.

125) « Carlo Rosselli et les "néo-socialistes" français », *Carlo et Nello Rosselli et l'antifascisme européen*, colloque organisé par le CEDEI, l'Institut culturel italien et la Maison d'Italie, Paris.

Préface

126) Préface à F. Challaye, *Un livre noir sur le colonialisme. Souvenirs sur la décolonisation*, Paris, Les Nuits rouges.

Vulgarisation de la recherche

127) « La lutte pour le droit d'asile », dans *Après-demain*, no spécial « Cent ans de combats pour les droits de l'homme », no 403-404, avril-mai 1998.

128) Préface à M. Souchard, B. Medienne, J. Tabet, S. Neel (dir.), *Culture et antifascisme. Salon du livre antifasciste. Gardanne, novembre 1997*, Pantin, Le Temps des cerises.

1999

Direction d'ouvrages, participation à des ouvrages

129) Direction, en collaboration avec B. Gibaud et A. Gueslin, de *Démocratie, solidarité et mutualité. Autour de la loi de 1898*, Paris, Éditions Economica.

130) « Le mouvement mutualiste devant l'enjeu des Assurances sociales (1920-1930) », dans « Autour de l'année 1928. Le social et l'urbain », numéro spécial de *Vie sociale*, 3-4, 1999.

131) « Syndicalisme et mutualité », dans *Les Raisins de la colère*, Institut CGT d'histoire sociale.

132) « Les travailleurs italiens en France vers 1920 : une double exclusion », dans A. Gueslin, D. Kalifa (dir.), *Les Exclus en Europe (1830-1930)*, Paris, Éditions de l'Atelier.

133) « Pratiques de la solidarité entre les deux guerres à travers l'anticolonialisme et dans l'émigration antifasciste » et « Émigration et Résistance », dans *Des Brigades internationales aux sans-papiers. Crise et avenir de la solidarité internationale. Rencontres internationales Henri Curiel*, Pantin, Le Temps des cerises.

Vulgarisation de la recherche

134) « La Polyclinique des Bluets et les débuts de l'accouchement sans douleur, 1938-1957 », dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, numéro spécial « Protection et politiques sociales en Europe », no 53, janvier-mars 1999.

135) « Émigration et syndicalisme : un siècle commun », dans *Études et recherches*, no 158.

Préfaces

136) Avant-propos de *Les Étrangers en France. Guide des sources d'archives publiques et privées, xixe-xxe siècles*, Paris, Génériques/Direction des Archives de France, 3 volumes.

137) Préface de B. Guerard, *L'Inspection du travail française et le travail des enfants, 1892-1913*, Comité d'histoire des administrations chargées du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

2000

Direction d'ouvrages

138) Direction, avec B. Groppo, C. Ingerflom, R. Lew, C. Pennetier, B. Pudal, S. Wolikow, de *Le Siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier ; chapitre 5, « Les conséquences de la Grande guerre sur le mouvement socialiste » ; chapitre 12 (en collaboration avec B. Groppo), « Les partis communistes français et italien » ; chapitre 25, « Syndicalistes communistes » ; chapitre 26 (en collaboration avec R. Lew), « Communisme et violence ».

139) En collaboration avec A. Carew, G. Van Goethem, R. Gumbrell-Mac Cormick, et M. Van der Linden, *The International Confederation of Free Trade Unions*, Berne, Peter Lang. Et dans cet ouvrage, chapitre « The Emergence of an International Trade Union Organization (1902-1919) ».

Participation à des ouvrages

140) En collaboration avec B. Gibaud, *1900-2000. La mutualité dans le siècle*, Paris, Mutualité française.

141) « Militantisme mutualiste et syndical : les trois âges », dans *Militantisme et histoire*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail.

142) « Les raisons de la défaite des confédérés dans la CGT à la Libération », dans S. Bernstein, F. Cépède, G. Morin et A. Prost (dir.), *Le Parti socialiste entre Résistance et République*, Paris, Publications de la Sorbonne.

143) « Les Italiens du Boulevard », dans B. Landau, C. Monod, E. Lohr (dir.), *Les Grands Boulevards. Un parcours d'innovation et de modernité*, Paris, Action artistique de la Ville de Paris.

Articles

144) « Carlo Rosselli, les néo-socialistes et la crise du socialisme international », dans « Carlo et Nello Rosselli, antifascisme et démocratie », numéro spécial de *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, no 57, janvier-mars 2000.

145) « L'impuissance du socialisme européen face au fascisme », dans *Mauvais temps*, numéro spécial « Fascismes. Un siècle mis en cause, Débats et combats contre le fascisme et pour la démocratie », no 6-7, mars 2000.

146) « Charles Gide, l'école de Saint-Claude et La Fraternelle », dans « Un siècle d'économie sociale », *RECMA*, no 275-276, avril 2000.

147) « De nouvelles pistes de recherches pour l'histoire de l'immigration », dans « Histoire et archives des migrations en France et en Europe », numéro spécial de *Génériques*, no 16, 4^e trimestre 1999.

Vulgarisation de la recherche

148) « Le Groupe Manouchian (FTP-MOI) », dans *Cahiers de la Mémoire vivante du XX^e arrondissement*, no 1, janvier 2000.

149) Participation à *Histoire contemporaine et archives*, Table ronde du 4 décembre 1997, Créteil, Archives départementales du Val-de-Marne.

Participation à des colloques

150) Intervention au colloque « Les Dictionnaires biographiques », (Paris-I, mai 2000).

151) « Secrétariat syndical international et Fédération syndicale internationale : ruptures et continuités », dans Bart De Wilde (dir.), *The Past and Future of International Trade Unionism. International Conference (Gand, 19-20 mai 2000)*, Gand, IALHI, 2001.

152) Colloque « L'engagement progressiste en France de 1870 à nos jours », organisé en mai 2000 par ADIAMOS en collaboration avec l'université de Bourgogne. Rapport : « L'engagement mutualiste » (non publié).

153) Intervention à la journée d'étude « Militer à l'hôpital », juin 2000, Université de Paris-I.

154) Colloque international « Les syndicalismes en Europe, XIXe-XXe siècles », Université de Dijon, décembre 2000. Rapport : « La CGT et les spécialistes » (non publié).

2001

Ouvrage

155) *Liberté, égalité, mutualité. Mutualisme et syndicalisme (1852-1967)*, Paris, Éditions de l'Atelier.

Direction et participation à des ouvrages

156) En collaboration avec C. Pennetier, B. Studer, H. Wehenkel, S. Wolikow, direction de *Komintern : l'histoire et les hommes. Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste*, Paris, Éditions de l'Atelier.

157) « Carlo Rosselli, i neo-socialisti e la crisi del socialismo internazionale », dans A. Bechelloni (dir.), *Carlo e Nello Rosselli e l'antifascismo europeo*, Milano, F. Angeli.

158) « Les socialismes européens au XXe siècle », dans *Les Familles politiques en Europe occidentale au XXe siècle*, Rome, École française de Rome.

159) « Solidarités mutualistes sous la République radicale (fin XIXe siècle -1914) », dans P. Guillaume (dir.), *Les Solidarités. Le lien social dans tous ses états. Colloque de Bordeaux (juin 2000)*, Pessac, Maison des Sciences de l'homme d'Aquitaine.

160) En collaboration avec S. Wolikow : « Autour de la Bellevilloise : la coopération communiste entre les deux guerres », dans J.J. Meusy (dir.), *La Bellevilloise (1877-1939). Une page de l'histoire de la coopération, et du mouvement ouvrier français*, Grâne, Éditions Creaphis.

161) En collaboration avec M. C. Blanc-Chaleard : « Une entreprise de bâtiment en région parisienne : l'entreprise Andreone (1932-1978) », dans « L'émigration-immigration italienne et les métiers du bâtiment en France et en Normandie », Caen, *Cahiers des Annales de Normandie*, no 31, 2001.

162) *Il secolo dei comunismi*, traduction du *Siècle des communismes*, Milan, Marco Tropea.

Participation à des colloques, conférences

163) « Les particularités du communisme français », conférence à la Maison française d'Oxford, mai 2001.

164) Colloque international « 1901-2001, Migrations et vie associative », organisé par le Fonds d'action sociale, Génériques, et l'Institut du monde arabe, octobre 2001. Rapport : « Syndicalisme et antifascisme chez les émigrés dans l'entre- deux guerres ».

165) Participation à la Journée internationale d'études sur le Komintern, organisée par le CHS, Rapport : « La répression au sein du Komintern » et présidence d'une table ronde sur « Les itinéraires syndicalistes ».

2002

Articles

166) « Liberté, égalité, mutualité : mutualisme et syndicalisme en France (1852-1967) », *Mouvements*, no 19, janvier-février 2002.

167) « Charles Spinasse, une carrière inachevée », *Revue des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, t. 104, 2002.

Participation à des colloques

168) Colloque international organisé par le CODHOS, en collaboration avec les Archives nationales, janvier 2002 « Les sources de l'histoire ouvrière et sociale ».

169) Présidence d'une séance de « Exils et communisme », Journée internationale d'étude organisée par le CHS, mai 2002.

170) Modérateur des débats au « Colloque junior » sur « L'histoire des Assurances sociales », organisé par le Centre d'histoire de l'Europe du XXe siècle de la Fondation nationale des sciences politiques, le 19 juin.

171) « Le Parti socialiste et son rapport aux classes populaires » : Université d'été du Parti socialiste.

2003

Direction d'ouvrages, participation à des ouvrages

172) « Les Assurances sociales, 1940-1944 », dans A. Aglan, M. Margairaz, P. Verheyde (dir.), *La Caisse des dépôts et consignations pendant la Seconde Guerre*, Paris, Fayard.

173) « Les Italiens dans le mouvement social des Trente Glorieuses », dans M.C. Blanc-Chaleard (dir.), *Les Italiens en France depuis 1945*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

174) « La modernité de l'Internationale syndicale rouge », dans J. Vigreux, S. Wolikow (dir.), *Cultures communistes au XXe siècle*, Paris, La Dispute.

175) Direction de « Solidarités institutionnelles », dans P. Guillaume (dir.), *Les Solidarités. 2. Du terroir à l'État*, Pessac, Maison des sciences d'Aquitaine ; articles : « De la vocation à la vacation : l'institutionnalisation des solidarités » et « L'institutionnalisation des pratiques de solidarité chez les mutualistes et les syndicalistes (1918-1945) ».

176) Direction avec G. Gautron et J. L. Robert de *La Naissance de Force ouvrière. Autour de Robert Bothereau*, Rennes, Presses universitaires de Rennes ; articles : « Les responsables départementaux de Force ouvrière durant l'ère Bothereau » et, en collaboration avec G. Gautron, « Force ouvrière : un nouveau champ de recherche ».

177) *Les Dirigeants mutualistes de la fin du XIXe siècle au début du XXIe siècle*, Paris, Mutualité française.

Articles

178) « Syndicalisme et antifascisme chez les immigrés entre les deux guerres », *Migrance*, no spécial « 1901-2001 : migrations et vie associative ».

179) « À l'origine, les régimes spéciaux pallient l'absence d'assurance sociale », *Le Monde de l'Économie*, 14 janvier 2003.

180) En collaboration avec S. Sirot, « Syndicalisme et revendications », dans « Syndicalisme, revendications et pratique gréviste des électriciens en France au XIXe siècle », *Histoire et sociétés*, no 5, 1er trimestre 2003.

181) « Sur l'histoire du trotskysme au début des années 1970. Les fonds de la BDIC », *Cahiers Léon Trotsky*, no 79.

182) « La seconde naissance de la CGT », *Les Cahiers de l'histoire sociale*, no 85, mars 2003.

183) « Les années de jeunesse de la CGT » et « Quelles crises du syndicalisme ? », table ronde avec J. M. Denis et J. M. Pernot, *Le Mensuel*, no 10, avril 2003.

184) « Brève histoire des régimes de retraite », *CAES Magazine*, no 67, avril-mai-juin 2003.

2004

185) *Le Siècle des communismes*, réédition, Paris, Seuil.

186) « Justin Godard et le mouvement coopératif », dans A. Wieviorka (dir.), *Justin Godard. Un homme dans son siècle (1871-1956)*, Paris, CNRS Éditions.

187) « Il Fronte popolare in Francia e il socialismo europeo », *Il Ponte*, no 2-3, février-mars 2004.

188) « Mutualité et État : des relations complexes », *Revue sociologie/santé*, no 20, juin 2004.

189) « Les grands principes de la Mutualité », *Éthique et santé*, 2004.

190) Collaboration à *La Résistance en Île-de-France*, sous forme de 20 notices, publiée par l'Association CRR-ID.

191) *Il secolo dei comunismi*, Milano, Il Saggiatore

192) « Léon Jouhaux », dans *Célébrations nationales*, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication.

193) « L'unité d'action entre la CGT et la CFDT (janvier 1966-mai 1968) », dans F. Igersheim, J. Lecuir, F. Uberfill (dir.), *De la CFTC à la CFDT. 1964. L'évolution confédérale. L'adhésion de l'Alsace*, Strasbourg, Almemos.

194) « Proudhon et la Mutualité », dans *Corpus*, no 47, second semestre 2004.

2005

195) « Histoire des Assurances sociales (1928-1947) : le point sur la recherche », dans F. Cribier, E. Feller (dir.), « Regards croisés sur la protection sociale de la vieillesse », *Cahiers d'histoire de la Sécurité sociale*, no 1, 2005.

196) 1905-2005. *La Mutualité dans le Morbihan : cent ans d'engagements solidaires*, Mutualité française Finistère-Morbihan.

197) « André Philip, du pacifisme à la Résistance », dans C. Chevandier, G. Morin, *André Philip, socialiste patriote et chrétien*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France.

198) « Prendre en charge ou revendiquer », dans J. M. Fecteau, J. Harvey (dir.), *La Régulation sociale entre l'acteur et l'institution*, Sainte-Foy, Presses de l'université du Québec.

199) Direction (avec P. Toucas), *Les Coopérateurs. Deux siècles de pratiques coopératives*, Paris, Éditions de l'Atelier.

200) En collaboration avec E. Bressol, J. Hedde et M. Pigenet, direction de *La CGT dans les années 1950*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005 ; articles : « Introduction » et « La CGT et la Sécurité sociale (1946-1961) ».

201) En collaboration avec E. Nijhoff, P. Pasture et N. Whiteside, « Syndicalisme et État social. Belgique, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas », dans M. Pigenet, P. Pasture, J. L. Robert (dir.), *L'Apogée des syndicalismes en Europe occidentale, 1960-1985*, Paris, Publications de la Sorbonne.

202) « Alberto Balducci, symbole d'une petite Italie syndicale dans la Lorraine du fer », dans J. Rainhorn (dir.), *Petites Italies dans l'Europe du Nord-Ouest*, Valenciennes, Presses universitaires de Valenciennes.

203) « Aux origines de la "Sécu" », *CAES Magazine*, no 75, automne 2005.

204) « La Mutualité : une certaine idée de la protection sociale », *Revue européenne d'histoire sociale*, no 16, octobre 2005.

205) « La mutualité, pionnière dans la lutte contre les risques de maladie », dans « L'Approche mutualiste de la santé en Europe », *Alternatives économiques*.

206) « Les châteaux des Assurances sociales », colloque « Les châteaux du social », novembre 2005.

Préfaces

207) J. P. Salles, *La Ligue communiste (1968-1981) : instrument du Grand soir ou lieu d'apprentissage ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

208) P. Gastineau, *Vie et mort d'un syndicaliste. Alfred Lemaire, 1901-1945*, Paris, Publibook.

2006

209) *Une histoire d'être ensemble. La MGEN, 1946-2006*, Paris, Éditions Jacob Duvernet.

210) *Les Femmes et la mutualité, de la Révolution française à nos jours*, Paris, Éditions Pascal.

211) Avec M. Ruffat, V. Viet, D. Voldman et la collaboration de B. Valat, *Se protéger, être protégé. Une histoire des Assurances sociales en France*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

212) « Histoire de la Mutualité » et « École de Saint-Claude », *L'Économie sociale de A à Z*, *Alternatives économiques*, no 22.

213) Rédacteur principal avec J. P. Besse, P. Boulland, J. Girault et G. Morin du *Dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social (1940-1968)*,

publié sous la direction de C. Pennetier, Paris, Éditions de l'Atelier, tomes 1 et 2.

214) « Ouvriers », dans F. Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont.

215) « Pré-syndicalisme » et « Force ouvrière et le tourisme social », dans D. Tartakowsky, F. Tétard (dir.), *Syndicats et associations : concurrence ou complémentarité ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

216) « La Mutualité pendant la Seconde Guerre : une accommodation discrète ? », dans B. Garnier, J. L. Leleu, J. Quellien, A. Simonin, *Pourquoi résister ? Résister pour quoi faire ?*, Centre de recherche d'histoire quantitative, no 6.

217) « Les Assurances sociales et le ministère du Travail », dans A. Chatriot, P. Join-Lambert, V. Viet (dir.), *Les Politiques du travail : acteurs, institutions, réseaux*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

218) « L'antisémitisme dans le mouvement ouvrier pendant l'Affaire Dreyfus », colloque international organisé par la Ligue des droits de l'homme et la Fondation nationale des sciences politiques, décembre 2006.

2007

219) Avec M. C. Blanc-Chaleard, A. Bechelloni, B. Deschamps, E. Vial, direction de *Les Petites Italies dans le monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007 ; article : « Petites Italies des notables italiens sur les Grands boulevards et dans le centre de Paris, 1840-1925 ».

220) « Le socialisme français au regard des socialismes européens », dans J. Vigreux et S. Wolikow, *Rouges et roses, deux siècles de socialisme européen*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon.

221) « L'année 1956 : une borne de périodisation opérationnelle pour la recherche », dans *Le PCF et l'année 1956*, Fondation Gabriel Péri et Archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

222) Rédacteur principal, avec J. P. Besse, P. Boulland, J. Girault, G. Morin et N. Viet-Depaule, du *Dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement*

social (1940-1968) publié sous la direction de C. Pennetier, t. 3, Paris, Éditions de l'Atelier.

223) « Décorations mutualistes », journée d'étude sur les décorations, organisée à Lyon par B. Dumons.

224) « Les cadres de l'économie sociale », journée d'étude à Nantes, non publiée.

2008

225) « Coopération et mutualité sous le Front populaire », dans G. Morin, G. Richard, *Les Deux France du Front populaire. Chocs et contre-chocs*, Fondation Jean Jaurès/L'Harmattan.

226) « Autour des “régimes spéciaux” : retour sur l'évolution de la protection sociale en France » et, en collaboration avec E. Feller, « Régimes spéciaux et spécificités françaises », dans M. Pigenet (dir.), *Retraites. Une histoire des régimes spéciaux*, Issy-les-Moulineaux, ESF.

227) « La Mutualité et la gouvernance du social », dans M. Borgetto, M. Chauvière (dir.), *Qui gouverne le social ?*, Paris, Dalloz.

228) En collaboration avec G. Morin, « Les responsables des UD-CGT pendant la Seconde Guerre mondiale », dans *Le Syndicalisme dans la France occupée*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

2009

229) *L'Antisémitisme à gauche : histoire d'un paradoxe (1830-2009)*, Paris, La Découverte.

230) Introduction et un chapitre sur la France dans *Les Assurances sociales en Europe*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

231) « Médailles mutualistes », dans B. Dumons, G. Pollet, *La Fabrique de l'honneur. Les médailles et les décorations en France. XIXe-XXe siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

232) Collaboration à *Études sur la protection sociale de la presse et du spectacle aux XIXe et XXe siècles*, Paris, Jacob-Duvernet.

233) Préface à G. Quashie-Vauclin, *L'Union de la jeunesse républicaine de France (1945-1956)*, Paris, L'Harmattan.

2010

234) « Le pacifisme, vecteur de l'antisémitisme à gauche dans les années 1930 », dans « Années 1930. L'emprise sociale de l'antisémitisme », *Archives juives*, no 43, 1^{er} semestre 2010.

235) « Une vie de château pour les assurés sociaux parisiens ? », dans S. BouSSION et M. Gardet (dir.), *Les Châteaux du social*, Paris, Beauchesne, Presses universitaires de Vincennes, 2010.

236) « Sur l'évolution historique de quelques valeurs de référence de la gauche », *Diasporiques*, no 10, 2010.

2011

237) « Force ouvrière et les Ordonnances Jeanneney », dans M. Pigenet (dir.), *Les Meuniers du social, Force ouvrière, acteur de la vie contractuelle et du paritarisme*, Paris, Publications de la Sorbonne.

238) *L'Antisémitisme à gauche. Histoire d'un paradoxe, de 1830 à nos jours*, réédition avec une postface inédite, Paris, La Découverte

239) « L'antisémitisme à gauche : nouvelles configurations après l'affaire Dreyfus », *Cahiers Jean-Richard Bloch*, no 17, 2011.

240) « Benoît Malon et les autres : l'antisémitisme à gauche avant l'affaire Dreyfus », dans *Benoît Malon et la Revue socialiste*, Lyon, Jacques André éditeur.

2012

241) « Georges Haupt, pionnier de l'histoire du socialisme », *Cahiers Jean-Jaurès*, no 203, janvier-mars 2012.

242) « Mutualité et socialisme en France et en Belgique : une comparaison internationale », dans D. Cohen, A. Bergougnieux (dir.), *Le Socialisme à l'épreuve du capitalisme*, Paris, Fayard.

243) « Pierre Broué, historien du communisme et du trotskysme », dans *Dissidences*, no 11, mai 2012, p. 25-36.

244) « L'action d'Adrien Tixier à la CIMAS », dans G. Morin, P. Plas (dir.), *Adrien Tixier (1893-1946). L'héritage méconnu d'un reconstituteur de l'État en France*, Les Allois, Lucien Souny.

245) « La cooperazione di produzione in Francia dalle origini alla Grande guerra », dans D. Bidussa, A. Panaccione (dir.), *Nazioni societa, nazionalismi socialismi*, no spécial de la revue *Il Ponte*, no 5-6, mai-juin 2012.

246) « La Mutuelle des typographes et imprimeurs à la Belle Époque (1880-1914 » et « La Mutuelle du baron Taylor au XIXe siècle », dans *La Protection sociale du spectacle et les médias*, t. 2, Paris, Éditions Jacob-Duvernet.

2013

247) *Financer les utopies. Une histoire du crédit coopératif (1893-2013)*, Arles, Actes Sud/IMEC, 2013.

248) Collaboration au *Dictionnaire des étrangers qui ont fait la France*, sous la direction de P. Ory et M. C. Blanc-Chaleard, Paris, Robert Laffont (32 notices).

249) « À Force ouvrière, un syndicaliste réformiste », dans N. Castagnez, G. Morin (dir.), *Pierre Bérégovoy en politique*, Paris, L'Harmattan.

2014

250) « L'économie sociale, d'hier à aujourd'hui », dans « L'économie sociale dans le mouvement des idées », *Juris associations*, no 495, 15 mars 2014.

251) Avec C. Nicault, « Léonce Bernheim, avocat, militant socialiste et sioniste (1886-1943) », *Archives juives*, no 47/1, 1er semestre 2014.

252) « Un historien et ses doutes », dans P. Alphandéry, S. Bobbé (dir.), « Chercher, s'engager », *Communications*, no 94, 2014.

253) « L'Internationale des coopérateurs », dans E. Jousse (dir.), « 1914. L'Internationale et les internationalismes face à la guerre », no spécial des *Cahiers Jean Jaurès*, août-septembre 2014, no 212-213.

254) Direction de « Le Musée social et l'économie sociale, d'hier à aujourd'hui », *Vie sociale*, no 7, 2014.

255) Avec C. Druelle-Korn, F. Juchereau, B. Lacorre (dir.), *L'Économie sociale : histoire d'hier, patrimoine pour demain. Du Limousin à l'Europe*, Limoges, PULIM.

2015

256) « La protection sociale libre et volontaire, notamment mutualiste, jusqu'aux années 1930 », *Vie sociale*, no 10.

257) « La protection sociale pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale », dans *Les Couloirs de l'histoire*, t. 3, Paris, Presses du Châtelet.

258) « La CGT du Programme commun », dans N. Castagnez et G. Morin (dir.), *Le Parti socialiste, d'Épinay à l'Élysée (1971-1981)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

259) « Francis Delaisi, les juifs et l'économie, de la fin de l'Affaire Dreyfus à la Grande Guerre », dans E. Bussière, O. Dard, G. Duchenne (dir.), *Francis Delaisi, du dreyfusisme à « l'Europe nouvelle »*, Bruxelles, Peter Lang.

260) « Des amitiés juives autour du jeune Jean-Richard Bloch », *Cahiers Jean-Richard Bloch*, no 21, spécial « Journée d'hommage à Nicole Racine ».

261) « Des espoirs de la Libération aux désillusions de la Guerre froide », dans S. Le Clech, M. Hastings (dir.), *La France en guerre froide. Nouvelles questions*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon.

262) « Heurs et malheurs de l'entreprise immobilière Bernheim (1890-1945) », *Archives juives*, no 48/2, 2e semestre 2015.

263) Préface à A-Do, *Van 1915. Les grands événements du Vaspourakan*, présenté par J. P. Kibarian, Paris, Société bibliophilique ANI.

264) Préface à H. Boisbeau, *Le Temps de l'engagement. Histoire du mouvement syndical des artistes interprètes (1958-1973)*, Paris, Presses du Châtelet.

2016

265) Préface à N. Roussarie, *Les Ennemis de l'intérieur. Communistes, juifs et francs-maçons en Corrèze (1934-1944)*, Limoges, PULIM.

266) « Socialiste, syndicaliste et coopérateur : la fin d'un modèle hérité du XIXe siècle », dans N. Castagnez, F. Cépède, G. Morin, A.-L. Ollivier (dir.), *Les Socialistes français à l'heure de la Libération, perspectives française et européenne (1943-1947)*, Paris, OURS.

267) « Jean Hatzfeld (1880-1947), un helléniste, libre-penseur et progressiste », *Revue de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, t. 114, p. 19-39.

268) « Mutualité et coopération : une histoire par trop oubliée », *Cahiers d'histoire*, no 133.

2017

269) *Histoire de l'économie sociale, de la Grande Guerre à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

270) « La coopération de production durant la Grande Guerre », dans J. L. Robert (dir.), *Le Syndicalisme à l'épreuve de la Première Guerre mondiale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

271) Préface à J. P. Milesy, *Petit précis d'histoire sociale de l'économie sociale*, Pantin, Fondation Gabriel Péri.

272) *La Mutualité, une histoire maintenant accessible*, édition revue et augmentée, traduite en japonais, Tokyo, English Agency.

273) « Les raisons de l'échec de l'universalisme de la Sécurité sociale », *Les Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, no 141, mars 2017.

274) En collaboration avec C. Siney-Lange, *1967-201 : une histoire de partage*, Paris, Union des mutuelles cogérées.

275) Préface à R. Hirsch, *Sont-ils toujours des juifs allemands ? La gauche radicale et les juifs depuis 1968*, Nancy, Arbre bleu Éditions.

2018

276) *L'antisemitismo a sinistra in Francia. Storia di un paradosso (1830-2016)* (traduction), Torino, Free Ebri.

277) « Deux familles juives : les Hatzfeld et les Dreyfus-Bernheim », *Cahiers de généalogie juive*, no 134.

278) « Conclusion », dans *Deux siècles d'économie sociale avec les Corrégiens. De F. Marbeau à R. Teulade*, Tulle, Mille Sources.

279) « Les Assurances sociales », dans C. Charle, D. Roche (dir.), *L'Europe, encyclopédie historique*, Arles, Actes Sud.

280) Préface à M. Meriggi, *Entre fraternité et xénophobie. Les mondes ouvriers parisiens dans l'entre-deux-guerres*, Nancy, Arbre bleu Éditions.

2019

281) « La protection sociale et ses cinq acteurs de 1981 à 1988 », dans G. Saunier (dir.), *Mitterrand. Les années d'alternance, 1984-1986 et 1986-1988*, Paris, Nouveau Monde.

282) M. Dreyfus, M. Pigenet (dir.), *La CGT en question(s). Regards croisés sur 125 années d'un syndicalisme de transformation sociale*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon.

283) « Cotisations sociales », dans M. Margairaz, M. Pigenet (dir.), *Le Prix du travail. France et espaces coloniaux, XIXe-XXIe siècles*, Paris, Éditions de la Sorbonne.

284) Présentation de Leonty Soloweitschik, *Un prolétariat méconnu. Étude sur la situation sociale et économique des ouvriers juifs*, Nancy, Arbre bleu Éditions.

285) « Les liens internationaux de la CGT jusqu'en 1914 », dans « Syndicalisme international : un siècle et demi d'histoire », *Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, mai 2019.

286) « Le mouvement coopératif en France et aux États-Unis : regards croisés », *Le Mouvement social*, no 266, janvier-mars 2019.

287) « Georges Haupt, historien du socialisme », *Rivista storica del socialismo*, IV, no 1.

288) « Confédérés, Assurances sociales et Sécurité sociale : retours sur une histoire mythifiée », *Cahiers d'histoire*, no 144, octobre-décembre 2019.

2020

289) « Tours, un “non-événement” pour la coopération de consommation », dans *Aux alentours du Congrès de Tours (1914-1924)*, Montreuil, Musée de l'histoire vivante.

290) « Hommage à Henri Hatzfeld (1919-2019) », *Revue d'histoire de la protection sociale*, no 12.

291) « L'effondrement du trépied. La SFIO, FO et la FNCC, de la Libération aux années 1980 », dans *Pas d'histoire sans archives. Mélanges « secret défense » offerts à Gilles Morin*, Nancy, Arbre Bleu Éditions.

292) Avec D. Demangel, préface à C. Siney-Lange, *Une œuvre de solidarité sociale : la Caisse des écoles du 18^e arrondissement*, Nancy, Arbre Bleu Éditions.

293) Préface à N. Lépine, *Guerre d'Espagne et socialisme international. Dernière chance pour l'ordre démocratique d'entre-deux-guerres*, Laval, Presses de l'université de Laval.

2021

294) *Les Mutualistes à l'épreuve de la guerre, 1939-1945*, Nancy, Arbre Bleu Éditions.

295) « Coopération » dans J. N. Ducange, R. Keucheyan, S. Roza (dir.), *Histoire globale des socialismes, XIX^e-XXI^e siècles*, Paris, PUF.

296) « Coopération et syndicalisme : le trépied FNCC-CGT et SFIO durant l'entre-deux-guerres », *RECMA*, no 361, juillet 2021.

297) « Antisemitism and the French Left: Five or maybe Six Type in a Long-Term Perspective », dans *The European Left and the Jewish Question (1848-1992)*, New York, Springer, 2021.

298) Postface à PR2L, *Deux siècles de solidarité en Limousin et au-delà*, Limoges, Éditions Mon Limousin.

299) Préface à N. Flakin, *Un Juif berlinois organise la Résistance dans la Wehrmacht : « Arbeiter und Soldat »*, Paris, Syllepse.

300) Préface à L. Blum, *Il discorso di Tours*, Milano, Biblion Edizioni.

2022

301) Direction de *La Crise de la gauche. Cancel Culture, décolonialisme et universalisme*, Paris, Hermann.

302) « Mutualistes et coopérateurs collaborateurs et résistants durant la Seconde Guerre mondiale », dans *De la pauvreté à la protection sociale. Mélanges à Y. Marec*, Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre.

303) Préface à D. Gauvin, *Un intellectuel communiste illégitime, Roger Garaudy*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant.

2023

304) *Hannah Arendt et la question juive. Pour une relecture*, Paris, PUF.

305) « La CGTU e le Assicurazioni sociali », dans M. Meriggi, *La CGTU e i lavoratori immigrati*, Milano, Biblion Edizioni.

2024

306) « Jules Siegfried, président du Musée social », dans C. Christen (dir.), *Jules Siegfried (1837-1922), réformateur social*, Paris, Classiques Garnier.

307) Introduction à « L'ESS comme identité émancipatrice », dans *(Re)penser l'histoire de l'ESS. Approches et historiographie*, Nancy, Arbre Bleu Éditions/CEDIAS.

308) Comptes rendus de plus de deux cents ouvrages dans *Le Mouvement social, Communisme, Revue d'histoire moderne et contemporaine, Vingtième siècle, Ventesimo secolo, Le Monde, L'Humanité, Politis, L'OURS, Bulletin du Comité d'histoire de la Sécurité sociale, Histoire et politique, RECMA, Vie sociale*, etc.